

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DU COMITE SYNDICAL

DU SIEDMTO

Séance du 25 Mars 2024

Délibération n°037D2024

Objet : Collectes et déchèteries – Règlement d'intervention en faveur du mulching

Secrétaire de séance : LEFEVRE Jean-Christophe

Nombre membres :			
En exercice : 115	Présents : 76	Votants : 83	Absents/Excusés : 39
Date convocation : 07/03/2024		Date de l'affichage : 07/03/2024	

L'an deux mil vingt-quatre, le vingt-cinq du mois de Mars, à 19 heures, le Syndicat intercommunal d'élimination des déchets ménagers du territoire d'Orient s'est réuni à Vendevre-sur-Barse conformément aux articles L.2121-10 et L.2122-8 sous la présidence de Patrick DYON, Président du Syndicat intercommunal d'élimination des déchets ménagers du territoire d'Orient.

Etaient présents :

Mesdames BERTHELOT Delphine, BERTRAND Annick, CHEVALLIER Marielle, DA SILVA Carole, DAUNAY Maryse, DEFONTAINE Sophie, GAURIER Isabelle, GAVIER Laurence, GUBLIN Florence, GUY Sophie, LECARON-PATENOTRE Elisabeth, LECUREAUX Sylvie, LALLEMAND Sandrine, MENUUEL Marie Françoise, NICOLODI Julia, OCKOCKI Sophie, PASCAUD Aurore, PRIEUR Françoise, TOPIN Claudette, VALEYRE Denise.

Messieurs AGRAPART Franck, BABY Gérard, BERTHELIN Frédéric, BERTIN Jean-François, BEZINS Jean-Pierre, BOURGOIN Michel, BOURIEZ Geoffrey, BURR Michel, CHAMBON Hervé, CHAUCHEFOIN Daniel, CORDIER Dany, COTIBY Philippe, DALLEMAGNE Philippe, DELAGOUTTE Jean-Pierre, DEMATONS Pascal, DESCHARMES Dominique, DETHON Nicolas, DOREZ Gérard, DUBUISSON Dany, DYON Patrick, DZIUBANOWSKI Alain, GENET Patrick, GOUVERNET Jean-Claude, GUERINOT Cyril, HAMPE Jean Claude, JACQUARD Gilles, JACQUINET Olivier, JEUNE Alain, JEUNESSE Pascal, JOANOT Pascal, JUFFIN Arnaud, KLEIN Patrick, LEFEVRE Jean-Christophe, LEHMANN Philippe, LIEVRE Philippe, LORPHELIN Claude, LOYER Gilles, MARTIN Vincent, MARTIN Barnabé, MASSON Jean-Pierre, MICHAUT David, MICHEL Alain, MINISINI William, OUDIN Cédric, PARTOUT Didier, PERRET Bruno, PINET Jean-Louis, PRAET Stéphane, RATINET Laurent, ROBERT Ghislain, ROBLET Bernard, ROGER Sylvain, ROUAIX Michel, ROUSSELOT Robert, TOURNEMEULLE Rémi, VAN DE WALLE Jean-Pierre.

Etaient excusés / Avaient donné pouvoir :

Mesdames HERBIN Bernadette (pouvoir à MICHEL Alain), KLEIN Sandrine, MEIRHAEGHE Sonia, PETIT Catherine (pouvoir à JACQUARD Gilles), SIMON Corinne (pouvoir à GOUVERNET Jean Claude), TRESSOU Marie-Hélène (pouvoir à ROBLET Bernard).

Messieurs AUBRY Christophe (pouvoir à DYON Patrick), AUVY Thomas, LAURENT François (pouvoir à DOREZ Gérard), MARTY Rémy, PETIOT Alexandre, SCHMIDT Xavier (pouvoir à JACQUINET Olivier), THIERRY Clément.

formant la majorité des membres en exercice.

**SUITE DE LA DELIBERATION n°037D2024
(Page 2 sur 2)**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu la délibération n°025D2021 en date du 10 Mars 2021 portant approbation du Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés,
Vu l'avis favorable de la Commission Collectes et Déchèteries en date du 28 Février 2024,
Considérant l'importance des tonnages entrants en terme de déchets verts,

Le rapporteur entendu,
Le Comité syndical après en avoir délibéré,
A 2 voix contre, 1 abstention, 80 voix pour,

APPROUVE le règlement d'intervention « mulching » tel que joint en annexe,

MANDATE Monsieur le Président ou son représentant afin de procéder aux attributions, dans la limite des crédits ouverts.

DIT que les crédits sont ouverts au budget.

PRÉCISE que la présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet :

- D'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de 2 mois à compter de sa notification devant le Tribunal Administratif de Châlons en Champagne (25 rue du Lycée, 51 036 Châlons-en-Champagne Cedex ; tél. : 03.26.66.86.87 ; fax : 03.26.21.01.87 ; courriel : greffe.tachalons-en-champagne@juradm.fr ; site internet <http://chalons-en-champagne.tribunaladministratif.fr>) (R421-1 du code de justice administrative).
- Cette demande pourra être assortie le cas échéant d'un référé suspension (article L521-1 du code de justice administrative)
- Ou d'un recours gracieux et/ou d'une demande préalable auprès des services du Syndicat intercommunal d'élimination des déchets ménagers du territoire d'Orient. L'interlocuteur sera Monsieur Patrick DYON, Président du Syndicat intercommunal d'élimination des déchets ménagers du territoire d'Orient, 36 rue des Varennes, 10 140 Vendevre-sur-Barse.



Patrick DYON
2024.03.26 18:34:05 +0100
Ref:6225097-9310348-1-D
Signature numérique
le Président

Patrick DYON



REGLEMENT POUR LE SOUTIEN DE LA PRATIQUE DU MULCHING

Article 1 - Objet :

Dans le cadre de son PLPDMA, le SIEDMTO a souhaité porter des actions dans le cadre de la sensibilisation et l'accompagnement au changement de comportements, et de pratiques afin de limiter l'apport de végétaux en déchèteries.

Aussi, le SIEDMTO soutient l'acquisition de kits mulching, de tondeuses exclusivement mulching (avec dispositif mulching intégré non amovible) pour les particuliers résidant sur le territoire du SIEDMTO, auprès d'un professionnel, neuf ou d'occasion (seulement pour les tondeuses).

Le présent règlement a pour objet de définir les conditions du soutien apporté à l'achat des matériels mentionnés.

La subvention est limitée à l'achat d'un matériel destiné au mulching par foyer fiscal tous les 5 ans. L'aide est nominative et le bénéficiaire ne peut pas être une personne morale.

Article 2 - Montant :

Le montant de la subvention attribuée par le SIEDMTO pour l'acquisition :

- D'une tondeuse mulching est à hauteur de **20 %** du prix d'achat et dans la limite de **100 € TTC**.
- D'un kit mulching (obturateur et lame mulching) est à hauteur de **20 %** du prix d'achat et dans la limite de **100 € TTC**.

Attention : en cas de dégradation ou de vol du matériel subventionné, le SIEDMTO ne saura être tenu responsable et aucun soutien supplémentaire ne sera accordé.

L'aide est accordée dans la limite de l'enveloppe allouée chaque année au dispositif par le budget en Comité syndical.

Article 3 - Conditions d'attribution :

Le bénéficiaire s'engage à :

- Ne pas revendre son matériel et à le maintenir en bon état de propreté et de fonctionnement.
- Conserver et valoriser le broyat obtenu et ne pas l'emmener en déchèterie. Un contrôle des accès relatif aux déchets verts de tonte sera effectué par le SIEDMTO.
- Fournir un retour d'expérience au SIEDMTO à sa demande, en acceptant l'utilisation de ces éléments aux fins de communication.

Le bénéficiaire doit signaler au SIEDMTO tout changement de domiciliation du matériel.

Chaque demandeur doit déposer un dossier complet auprès des services du SIEDMTO avec l'ensemble des pièces listées ci-après :

- Le formulaire de demande complété
- La facture d'achat nominative de l'équipement mentionnant le modèle et la date d'achat, postérieure au 1^{er} janvier 2024
- Le justificatif de domicile daté de moins de 3 mois au même nom, prénom et adresse que ceux figurant sur la facture de l'équipement
- Le RIB au nom du bénéficiaire.

Le dossier doit être déposé auprès des services du SIEDMTO entre le 1^{er} Mai et le 31 Octobre de chaque année :

- Soit par voie postale à Monsieur le Président – 36 rue des Varennes – 10140 Vendevre sur Barse
- Soit par dépôt sur le lien de plateforme communiqué par le SIEDMTO après en avoir fait la demande par mail à accueil@siedmto.fr

Article 4 – Modalités d’attribution et de versement :

Dès réception, le SIEDMTO instruit le dossier et informe le demandeur de l’état de son dossier (complet, incomplet, irrecevable).

Les subventions seront attribuées dans la limite des crédits inscrits au budget du SIEDMTO. En cas d’épuisement des crédits, toute demande de subvention qui n’aura pas pu être satisfaite en année N sera mise en attente jusqu’à l’année N+1, sous condition d’inscription des crédits au budget de l’exercice N+1 et par ordre chronologique de réception des dossiers en année N.

Toute attribution de subvention fait l’objet d’une décision et d’une notification au bénéficiaire.

Le délai de versement est estimé à un mois, à compter de la réception du dossier complet du demandeur.

Le versement de la subvention est effectué par virement sur le compte bancaire du bénéficiaire.

Article 5 – Règlement des litiges :

Le détournement de la subvention, notamment en cas d’achat pour revente, est susceptible d’être qualifié d’abus de confiance et rend son auteur passible des sanctions prévues au Code pénal.

En cas de non-respect des engagements par le bénéficiaire, le SIEDMTO se réserve le droit de demander le remboursement de l’aide financière indument perçue.

En cas d’échec d’une solution amiable, tout litige ou contestation sera porté devant le tribunal administratif.

Article 6 – Règlement général sur la protection des données :

Les informations recueillies par le SIEDMTO ont pour finalités l’enregistrement de vos données pour le versement d’une aide financière pour l’acquisition d’une tondeuse mulching ou d’un kit mulching.

La base légale du traitement est le consentement.

Les données collectées sont conservées pendant la durée légale de conservation.

Vous pouvez accéder aux données vous concernant, les rectifier, demander leur effacement ou exercer votre droit de limitation du traitement de vos données en vous adressant par courrier au Président du SIEDMTO au 36 rue des Varennes 10140 Vendevre sur Barse.

Consultez le site cnil.fr pour plus d’informations sur vos droits.

Le CDG10 est désigné comme Délégué à la Protection des Données dpo@cdg10.fr

Si vous estimez, après nous avoir contactés, que vos droits « informatique et libertés » ne sont pas respectés, vous pouvez adresser une réclamation à la CNIL.



**FORMULAIRE DE DEMANDE D'AIDE FINANCIERE
A L'ACQUISITION D'UNE TONDEUSE MULCHING OU KIT MULCHING**

Nom :

Prénom :

Adresse :

Adresse mail :

Numéro de téléphone :

Type de matériel acheté :

Tondeuse mulching

Kit mulching

Prix d'acquisition en € :

Utilisation du matériel :

Surface à entretenir :

J'atteste que l'achat de ce matériel ne se fait pas à des fins professionnelles

Je reconnais avoir pris connaissance du règlement d'intervention

Je certifie l'exactitude des informations de ce formulaire

Fait à _____, le _____

Signature

Documents à joindre à cette demande :

- La facture d'achat nominative de l'équipement mentionnant le modèle et la date d'achat, postérieure au 1^{er} janvier 2024
- Le justificatif de domicile daté de moins de 3 mois au même nom, prénom et adresse que ceux figurant sur la facture de l'équipement
- Le RIB au nom du bénéficiaire.

Dossier à retourner par courrier ou par mail selon les éléments indiqués dans le règlement d'intervention.